

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 11/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SODEM

1 Place de la Madeleine
Marchezais
28410 Broué

Références : VAT20240510
Code AIOT : 0010000427

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement SODEM implanté 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 Broué. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 23 septembre 2024 s'inscrit dans le cadre des suites associées à la visite d'inspection du 3 avril 2024, et de la procédure contradictoire initiée le 17 juin 2024, avant adoption d'une mise en demeure de respecter notamment les dispositions des articles 1.2.1 et 1.7.1 (porter à connaissance de l'évolution des activités et de la situation administrative) ainsi que l'article 1.7.2 (actualisation de l'étude de dangers) de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 février 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODEM
- 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 Broué
- Code AIOT : 0010000427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SODEM est implantée sur les communes de Broué et Marchezais.

Elle est autorisée à exploiter une unité de stockage de céréales par arrêté préfectoral d'autorisation n° 1884 du 6 août 1990.

Depuis la délivrance de l'autorisation, plusieurs modifications ont été portées aux installations existantes.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 16 février 2022 pour mettre à jour la situation administrative et les prescriptions applicables aux activités exploitées dans la partie Est de la route départementale 21 de l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Surveillance des installations et des travaux | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 3 | Travaux par point chaud et permis feu | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | / | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 5 | Transporteurs à bande | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 7 | Circulation dans l'établissement | AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.2.3 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 9 | Consistance des installations (NC_PdC1_VI_03-04-2024) | AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.2.1 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 10 | Usage du bâtiment 10 (NC_PdC2_VI) | AP Complémentaire du 16/02/2022, | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|---|--|-----------------------|
| | _03-04-2024) | article 1.7.1 | | | |
| 11 | Étude de dangers (NC_PdC3_VI_03-04-2024) | AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.7.2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 13 | Suivi des conditions de stockage (NC_PdC5_VI_03-04-2024) | AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.5.2.4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 14 | Suivi de l'humidité dans les stockages (NC_PdC6_VI_03-04-2024) | AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.5.2.4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Surveillance des installations et formation du personnel | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 | / | Sans objet |
| 4 | Système de dépoussiérage | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | / | Sans objet |
| 6 | Vérification et entretien des installations électriques | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | / | Sans objet |
| 8 | Gardiennage | AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.2.4 | / | Sans objet |
| 12 | Détection incendie | AP Complémentaire du 16/02/2022, | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------|-------------------------|--|-------------------|
| | (NC_PdC4_VI_03-04-2024) | article 7.3.1.1.2.2 | | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des installations et formation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales |
| Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. |
| Constats : L'exploitation des silos se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'actuel responsable silo a suivi une formation spécifique à la sécurité dans les silos, les 2 et 3 février 2021. Pas d'écart observé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Surveillance des installations et des travaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident |
| Constats : |

| |
|--|
| L'exploitant ne dispose pas de consignes de sécurité et de procédures d'exploitation finalisée pour l'ensemble des installations, et comportant explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci, en cas d'incident grave ou d'accident. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au Point de Contrôle (PdC) n° 2. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : Travaux par point chaud et permis feu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales |
| Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. |
| Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le permis de travail n° E149137 délivré le 16 avril 2024, au profit de la société RV HUET, pour réaliser des travaux de meulage . La consultation de ce permis appelle le constat suivant : Le permis de travail délivré le 16 avril 2024, au profit de la société RV HUET, ne fait notamment pas mention de la vérification effective des installations en configuration normale, et l'évacuation du matériel de chantier à l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°3. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Système de dépoussiérage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage réalisé dans le silo n°2 n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe du présent rapport. Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Transporteurs à bande

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en capacité de présenter les justificatifs relatifs à la conformité des bandes des transporteurs de son site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°5, et plus particulièrement les justificatifs relatifs à la conformité des bandes des transporteurs à bande de son site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 6 : Vérification et entretien des installations électriques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection</p> |

des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

La consultation du rapport 250499.02.60.24.S.001 du 27 mars 2024 relatif à la vérification du 1er au 6 mars 2024 des installations électriques, au titre du code du travail, par l'organisme APAVE, n'appelle pas d'observations. L'exploitant a présenté les justificatifs relatifs à la levée des observations émises dans ce cadre.

Toutefois, le 23 septembre 2024, l'exploitant ne disposait pas d'un rapport annuel, au titre de l'année 2024, constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Par courriel du 26 septembre 2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection ledit rapport référencé 250499.02.60.24.S.001-ICPE établi le 24 septembre 2024 par l'APAVE. Ce rapport fait état de 7 observations également notifiées dans le rapport susvisé du 27 mars 2024 relatif à la vérification du 1er au 6 mars 2024 des installations électriques, au titre du code du travail, observations pour lesquelles l'exploitant a présenté le 23 septembre 2024 les justificatifs relatifs à leur levée.

Dans ce contexte, l'écart associé au présent point de contrôle, notifié en réunion de clôture de l'inspection du 23 septembre 2024, est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements des voies d'accès

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Constats :

| |
|--|
| <p>L'établissement dispose de 3 entrées distinctes.</p> <p>La voie principale d'accès à la zone d'activité est partiellement occupée par l'exploitant SODEM pour réaliser ses opérations de manutention du bois.</p> <p>Cette voie de circulation et d'accès à l'ensemble des établissements de la zone d'activité n'est pas maintenue en constant bon état de propreté et dégagée de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de véhicules à proximité des installations, notamment des silos n°1 et 2, de nature à modifier les distances d'ensevelissement et perturber les éventuelles interventions à mettre en œuvre, en phase accidentelle.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°7.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 8 : Gardiennage

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.2.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.</p> <p>[...]</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris en dehors des heures de travail.</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, sans préjudice du respect des dispositions relatives à l'accessibilité des engins de secours. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site n'est pas clôturé sur l'ensemble de sa périphérie. Toutefois, l'ensemble des bâtiments est fermé afin d'en interdire l'accès, en dehors des heures ouvrées.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Consistance des installations (NC_PdC1_VI_03-04-2024)

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.2.1</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations</p> |

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 17/10/2024

Prescription contrôlée :

Les installations relèvent des rubriques listées dans le tableau de classement en annexe 1 du présent arrêté.

Rubrique 1530-2, sous le régime de l'enregistrement (32 456 m³) - Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public :

Stockages de paille : bâtiment 10 : 30 456 m³, bâtiment 3 - 3 cases: 1 000 m³ (1) et bâtiment 9 : 1 000 m³

Rubrique 1532-3, sous le régime de la déclaration (14 758 m³) - Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public.

Stockage de grumes en zone 26 et devant le bâtiment 6 : 12 000 m³, bâtiment 3 - 3 cases : 1 000 m³(1), bâtiment 10 (litière) : 1 008 m³ et «Hall» devant bâtiment 10 (litière) : 750 m³.

(1) La somme des quantités des matières présentes dans le bâtiment 3 relevant des rubriques 1530 et 1532 ne dépasse pas 1 000 m³ au total.

Constats :**Constat du 3 avril 2024 :**

Pour mémoire, selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022, le bâtiment 10 est dédié au stockage de paille dans sa partie Ouest, ainsi qu'au stockage et l'ensachage de litière pour animaux, sur sa partie Est.

Lors de l'inspection du 3 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence, dans la partie Ouest du bâtiment 10, d'un stockage d'environ 2000 tonnes de coques de tournesol, réparties en 2 tas distincts.

L'exploitant avait indiqué que cette organisation était due à la gestion de l'incident du 29 mars 2024, afin de permettre l'accès au cœur du stockage pour retirer les produits à l'origine du phénomène d'auto-échauffement.

NC associée au PdC n°1 : La présence de coques de tournesol n'est pas en cohérence avec l'usage défini pour le bâtiment 10 de l'établissement dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022.

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°1 de la visite du 3 avril 2024, une procédure contradictoire, avant adoption d'une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.2.1 de l'APC du 16 février 2022 ou de régulariser la situation administrative de cette activité, a été initiée le 17 juin 2024.

Constat du 23 septembre 2024 :

En réponse au constat susvisé, par courrier du 4 juin 2024 complété le 8 juillet 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection :

- qu'il réfute totalement la notion de déchets retenue pour les coques de tournesol ;
- qu'il va établir un porter à connaissance des modifications qu'il a apporté à ses installations, en application de l'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2022.

La visite in-situ a permis de constater le maintien de la présence d'un stockage de coques de tournesol dans la partie Ouest du bâtiment 10.

L'exploitant a rappelé à l'inspection qu'il a confié au Cabinet ADC la rédaction d'un porter à connaissance des modifications qu'il a apportées à ses installations, comme stipulé dans son courrier du 8 juillet 2024. Un délai de l'ordre de 4 à 6 mois serait nécessaire pour établir ce porter à connaissance qui nécessite une évaluation des effets redoutés pour les nouveaux stockages envisagés.

Aussi, la non-conformité associée au point de contrôle PdC n°1 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue : L'exploitant a modifié l'usage du bâtiment 10, sans avoir préalablement porté à la connaissance du Préfet d'Eure-et-Loir cette modification, et évalué les effets associés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de communiquer à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, un porter à connaissance des modifications apportées à ses installations permettant d'évaluer le caractère substantiel ou non substantiel de ces modifications, en application des articles L. 181-14 et du R. 181-46 du Code de l'environnement.

En cas de sollicitation de délais complémentaires de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Usage du bâtiment 10 (NC_PdC2_VI_03-04-2024)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.7.1

Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 17/10/2024

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de

demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Constat du 3 avril 2024 :

Pour mémoire, selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022, le bâtiment 10 est dédié stockage de paille dans sa partie Ouest, ainsi qu'au stockage et l'ensachage de litière, sur sa partie Est.

Lors de l'inspection du 3 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence, dans la partie Ouest du bâtiment 10, d'un stockage d'environ 2000 tonnes de coques de tournesol, réparties en 2 tas distincts.

NC associée au PdC n°2 : l'exploitant a modifié l'usage du bâtiment 10, sans avoir préalablement porté à la connaissance du Préfet d'Eure-et-Loir cette modification et évalué les effets associés.

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°2 de la visite du 3 avril 2024, une procédure contradictoire, avant adoption d'une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.7.1 de l'APC du 16 février 2022, a été initiée le 17 juin 2024.

Constat du 23 septembre 2024 :

En réponse au constat susvisé, par courrier du 4 juin 2024 complété le 8 juillet 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection :

- qu'il réfute totalement la notion de déchets retenue pour les coques de tournesol ;
- qu'il va établir un porter à connaissance des modifications qu'il a apporté à ses installations, en application de l'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2022.

La visite in-situ a permis de constater le maintien de la présence d'un stockage de coques de tournesol dans la partie Ouest du bâtiment 10.

L'exploitant a rappelé à l'inspection qu'il a confié au Cabinet ADC la rédaction d'un porter à connaissance des modifications qu'il a apportées à ses installations, comme stipulé dans son courrier du 8 juillet 2024.

La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°2 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue : L'exploitant a modifié l'usage du bâtiment 10, sans avoir préalablement porté à la connaissance du Préfet d'Eure-et-Loir cette modification, et évalué les effets associés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de communiquer à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, un porter à connaissance des modifications apportées à ses installations permettant d'évaluer le caractère substantiel ou non substantiel de ces modifications, en application des articles L. 181-14 et du R. 181-46 du Code de l'environnement. En cas de sollicitation de délais complémentaires de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.7.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de l'étude de dangers |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/10/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat du 3 avril 2024 :</p> <p>Pour mémoire, Les flux thermiques calculés dans le cas d'un incendie débutant au sein du bâtiment 10 de la société SODEM correspondent à un stockage de paille, selon des hypothèses définies dans l'étude de dangers de l'établissement.</p> <p>Dans ce cadre, le stockage d'autres produits combustibles au sein de ce bâtiment, en lieu et place du stockage de paille prévu à cet endroit, nécessite la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement concernant le bâtiment 10, en particulier pour déterminer les conditions de stockage nécessaires pour éviter la sortie des flux thermiques dus à un incendie des produits stockés de l'enceinte de l'établissement.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis de mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement.</p> <p>Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°3 de la visite du 3 avril 2024, une procédure contradictoire, avant adoption d'une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.7.2 de l'APC du 16 février 2022, a été initiée le 17 juin 2024.</p> <p>Constat du 23 septembre 2024 :</p> <p>En réponse au constat susvisé, par courrier du 4 juin 2024 complété le 8 juillet 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'il va mettre à jour notre étude de danger, en faisant notamment réaliser une étude Flumilog sur le bâtiment 10 en simulant la présence de coques de tournesol ; • que la difficulté restera que les produits stockés sous ce bâtiment peuvent évoluer. <p>Un délai de 4 à 6 mois est nécessaire pour finaliser la mise à jour de l'étude de dangers.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°3 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue : L'exploitant n'a pas transmis une mise à jour de l'étude de dangers de son établissement, en regard des modifications portées à ses installations, notamment concernant la nature des produits entreposés dans le bâtiment 10.</p> |

| |
|---|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, l'évaluation du caractère substantiel ou non substantiel des modifications apportées à ses installations, en communiquant un porter à connaissance de ces modifications, en application des articles L. 181-14 et du R. 181-46 du Code de l'environnement.</p> <p>En cas de sollicitation de délais complémentaires de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 12 : Détection incendie (NC_PdC4_VI_03-04-2024)

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.3.1.1.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 27/07/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard six mois à compter de la notification du présent arrêté : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les locaux de stockage de paille disposent d'une détection incendie, associée à un report d'alarme fonctionnant 24h/24 ; - le bâtiment 10 dispose d'une détection incendie, associée à un report d'alarme fonctionnant 24h/24. |
| <p>Constats :</p> <p>Constat du 3 avril 2024 :</p> <p>Pour mémoire, l'inspection du 3 avril 2024 a été réalisée suite au sinistre du 29 mars 2024 survenu dans le bâtiment 10 à la suite d'un auto-échauffement de coques de tournesol destinés à la fabrication de pellets combustibles.</p> <p>Au jour de l'inspection, la présence de deux caméras thermiques installées dans l'établissement a été observée. L'inspection des installations classées a également observé la présence d'un boîtier de report d'alarme dans les bureaux de l'établissement, devant servir à regrouper les équipements de détection une fois les travaux terminés.</p> <p>L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection que les travaux pour doter ses installations de système de détection incendie ont commencé, et devraient être terminés d'ici la fin du mois de mai 2024.</p> <p>NC associées au PdC n°4 : Au vu de ces éléments, l'exploitant ne dispose pas, au jour de l'inspection, d'un système de détection incendie pour ses installations.</p> |

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°4 de la visite du 3 avril 2024, il a été demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les justificatifs permettant de lever cet écart.

Constat du 23 septembre 2024 :

En réponse à la demande rappelée ci-avant, par courrier du 4 juin 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le bâtiment 10 possède une détection incendie en fonctionnement, et joint à ce même courrier une photo des caméras thermiques et de la centrale d'acquisition et de report des alarmes.

Interviewé sur les modalités de report des alarmes, l'exploitant a :

- indiqué recevoir des alertes associées à la surveillance assurée par les caméras thermiques mises en place ;
- présenté les modalités de gestion de ces alarmes, avec un seuil de détection actuellement fixé à 100°C ainsi que les créneaux horaires de cette surveillance.

Pas d'écart constaté ; la non-conformité associée au point de contrôle PdC n°4 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Suivi des conditions de stockage (NC_PdC5_VI_03-04-2024)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.5.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'auto-échauffement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/07/2024

Prescription contrôlée :

[...] La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux installations et correctement répartis.

Les cellules de stockage sont toutes équipées de sondes thermométriques adaptées à leur configuration. [...] La périodicité des relevés de température est déterminée par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée, puis mensuelle lorsqu'elle est stabilisée.

Les relevés de température [...] font l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Constat du 3 avril 2024 :

Pour mémoire, l'inspection du 3 avril 2024 avait permis de constater l'absence de moyens de contrôle de la température dans les stockages de coques de tournesol au niveau du bâtiment 10,

concernés par l'incident du 30 avril 2024.

Par ailleurs, aucun stockage de produits autres que de la paille n'est autorisé dans le bâtiment n°10 à ce jour.

L'exploitant a indiqué prévoir procéder à l'installation de moyens de suivi fixes de la température, sans préciser de délai quant à la réalisation de ces travaux.

NC associée au PdC n°5 : L'exploitant ne dispose pas de moyen de contrôle de la température d'une partie des produits susceptibles de fermenter stockés sur le site, au jour de l'inspection.

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°5 de la visite du 3 avril 2024, il a été demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les justificatifs permettant de lever cet écart.

Constat du 23 septembre 2024 :

En réponse à la demande rappelée ci-avant, par courrier du 4 juin 2024 complété le 8 juillet 2024, l'exploitant s'est engagé à équiper son installation de 50 sondes mobiles connectées permettant de suivre en continu, avec report d'alarme, l'ensemble du stockage en vrac des produits entreposés dans le bâtiment 10.

L'exploitant a indiqué que ces sondes mobiles connectées, d'une longueur de 4 m, à placer au cœur du stockage des stockages tels que ceux associés aux coques de tournesol réalisé dans la partie Ouest du bâtiment 10, ont été commandées le 2 août 2024.

Ces dispositifs devront permettre l'enregistrement des températures relatives aux produits entreposés dans la partie Ouest du bâtiment 10.

Au 23 septembre 2024, la surveillance des éventuelles dérives de la température de ces produits est assurée par des caméras thermiques judicieusement réparties dans le bâtiment. En cas de dérive, une levée de doute est réalisée à partir du téléphone de l'agent alerté. Cette mesure constitue une mesure compensatoire, mais ne se substitue pas aux mesures à mettre en œuvre pour permettre le suivi et l'enregistrement des températures des produits entreposés dans la partie Ouest du bâtiment 10.

La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°5 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue avec le libellé suivant : L'exploitant ne dispose pas de moyen de contrôle de la température des produits susceptibles de fermenter stockés dans la partie Ouest du bâtiment 10.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé à ce PdC n°13.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Suivi de l'humidité dans les stockages (NC_PdC6_VI_03-04-2024)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.5.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Auto-échauffement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/07/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation. [...]

Les produits (céréales, granulés, paille notamment) sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité. [...]

Il est remédié à toute infiltration d'eau, susceptible d'être à l'origine de phénomènes d'auto-échauffement des produits stockés, dans les délais les plus brefs.

L'exploitant prend toutes mesures pour éviter l'auto-échauffement des stockages de paille, de granulés et les déchets de céréales. Il réalise notamment, préalablement à leur stockage, des mesures d'humidité à une fréquence qu'il détermine dans ses consignes sur les stockages de granulés et les stockages de déchets de céréales. Les résultats de ces mesures font l'objet d'un enregistrement. En cas de dépassement des seuils maximaux qu'il aura définis dans une consigne, l'exploitant prend des mesures adaptées visant à éviter l'auto-échauffement.

Constats :

Constat du 3 avril 2024 :

Pour mémoire, l'inspection du 3 avril 2024 avait permis de constater que les stockages de coques de tournesol, concernés par l'incident du 29 mars 2024, étaient présents dans le bâtiment 10 depuis environ 6 à 9 mois, selon l'exploitant. En l'absence de suivi des conditions de stockage de ces produits, d'enregistrement périodique de leur température, aucune mesure pour limiter les risques d'auto-échauffement au sein de ses stockages n'est mise en œuvre.

NC associée au PdC n°6 : l'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour limiter les risques d'auto-échauffement au sein de ses stockages.

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°6 de la visite du 3 avril 2024, il a été demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les justificatifs permettant de lever cet écart.

Constat du 23 septembre 2024 :

En réponse à la demande rappelée ci-avant, par courrier du 4 juin 2024, l'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un plan de contrôle sur les réceptions de matières premières qui lui permet de contrôler l'humidité à réception (une copie de ce plan était joint en annexe du courrier précité). Comme mentionné dans la fiche relative au point de contrôle n°13 de la présente inspection, l'exploitant a présenté le bon de commande de 50 sondes de mesure de la température des produits qu'il entrepose dans ses bâtiments de stockage, tel que le bâtiment 10. La mise en place de ces sondes mobiles connectées, d'une longueur de 4 m, permettant notamment de mesurer

| |
|--|
| <p>en temps réel la température des coques de tournesol entreposées dans la partie Ouest du bâtiment 10, sera effective dans les semaines à venir.</p> <p>La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°6 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue avec le libellé suivant : L'exploitant n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour limiter les risques d'auto-échauffement au sein de ses stockages.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé à ce PdC n°14.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |